



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 63.979/VR/V
du 4 septembre 2018

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Commission
communautaire commune
'portant assentiment à l'accord
de coopération entre la
Commission communautaire
commune et la Commission
communautaire française
concernant la création et le
fonctionnement de la
Commission permanente de
concertation en matière de
transport médico-sanitaire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 63.979/VR/V
van 4 september 2018

over

een voorontwerp van
ordonnantie van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord tussen
de Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie en de
Franse
Gemeenschapscommissie
betreffende de oprichting en de
werking van de Permanente
Overlegcommissie inzake
niet-dringend ziekenvervoer'

Le 20 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre, Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétent pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures et le Ministre, Membre du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétent pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit[†], prorogé à quarante-cinq jours^{*}, jusqu'au 20 septembre 2018, sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire'.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies des vacations le 4 septembre 2018. Les chambres réunies des vacations étaient composées de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bruno SEUTIN, Chantal BAMPs, Luc DETROUX, Wouter PAS et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Greet VERBERCKMOES et Béatrice DRAPIER, greffiers.

Les rapports ont été rédigés par Stéphane TELLIER et Tim CORTHAUT, auditeurs, et présentés par Stéphane TELLIER et Jonas RIEMSLAGH, auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 septembre 2018.

*

[†] Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

^{*} Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 20 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister, Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen en de Minister, Lid van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege verlengd[†], verlengd tot vijfenveertig dagen*, tot 20 september 2018, een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting en de werking van de Permanente Overlegcommissie inzake niet-dringend ziekenvervoer'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 4 september 2018. De verenigde kamers waren samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, voorzitter en Bruno SEUTIN, kamervoorzitter, Chantal BAMPs, Luc DETROUX, Wouter PAS en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Greet VERBERCKMOES en Béatrice DRAPIER, griffiers.

De verslagen zijn opgesteld door Stéphane TELLIER en Tim CORTHAUT, auditeurs, en uitgebracht door Stéphane TELLIER en Jonas RIEMSLAGH, auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 september 2018.

*

[†] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

1. L'avant-projet examiné entend donner assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française 'concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire'.

La Commission communautaire française a également saisi le Conseil d'État d'une demande d'avis portant sur un avant-projet de décret 'portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire' ; la section de législation a donné ce jour un avis n° 64.046/VR/V sur cet avant-projet de décret.

2. L'article 1^{er} de l'accord de coopération est une disposition par laquelle les deux parties à celui-ci marquent leur accord à la création d'une Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire, conformément à l'article 10 de l'ordonnance du 21 mars 2018 de la Commission communautaire commune 'relative à l'organisation du transport médico-sanitaire' et à l'article 10 du décret de la Commission communautaire française du 22 février 2018 'relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire', cette Commission permanente de concertation étant présentée par cette disposition comme « unique pour les deux commissions communautaires ».

L'article 2 prévoit que la composition et les règles de fonctionnement de la commission permanente de concertation, visées à l'article 11 de l'ordonnance du 21 mars 2018 et du décret du 22 février 2018, seront déterminées en concertation entre le Collège de la Commission communautaire française et le Collège réuni de la Commission communautaire commune. Il a toutefois été déjà précisé par la déléguée du Collège réuni et du Collège que

« Le secrétariat sera effectué par l'administration de la Commission communautaire commune. Cela sera précisé dans les arrêtés d'exécution ».

L'article 3 prévoit l'entrée en vigueur de l'accord de coopération le jour de l'entrée en vigueur du décret et de l'ordonnance susmentionnés.

[‡] S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

3.1. Il a été demandé à la déléguée désignée tant par la Commission communautaire commune que par la Commission communautaire française si l'intention des auteurs des avant-projets était de donner une personnalité juridique à la Commission permanente de concertation, ce à quoi elle a répondu ce qui suit :

« Non, l'objectif n'est pas de donner à la Commission permanente de concertation une personnalité juridique ».

L'absence de personnalité juridique rend fort importante la nécessité d'éclaircir le statut de la commission permanente et d'indiquer de quelle autorité elle relève, ce qui ne ressort pas de manière précise de l'accord de coopération.

Celui-ci manque même de clarté sur la question de savoir si, par le mécanisme envisagé, qui sera issu de la combinaison de l'accord de coopération avec le décret du 22 février 2018 et avec l'ordonnance du 21 mars 2018, eux-mêmes mis en œuvre par des arrêtés propres à chacune des entités, mais contenant des règles « déterminées en concertation entre le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le Collège de la Commission communautaire française », l'intention consiste à établir deux commissions composées et fonctionnant de manière identique mais restant chacune propre à l'institution dont elle relève, ou au contraire à créer et voir fonctionner une seule commission commune aux deux institutions.

3.2. La première interprétation ne pourrait s'appuyer que sur l'origine législative de ces commissions, issues de l'article 10 de deux textes distincts, émanant de deux législateurs différents, à savoir celui de la Commission communautaire commune et celui de la Commission communautaire française.

Il est vrai que l'alinéa 6 de l'exposé des motifs de l'avant-projet d'ordonnance d'assentiment de la Commission communautaire commune et l'alinéa 5 de l'exposé des motifs de l'avant-projet de décret d'assentiment de la Commission communautaire française font état de « deux Commissions communautaires » mais il résulte du contexte de cette rédaction, éclairé notamment par le fait qu'il y est également question de « mise en commun » et de « mêmes avis et recommandations », ainsi que par la précision apportée par l'alinéa précédent de ces exposés des motifs selon lequel il s'agit « de mettre sur pied une commission unique pour les deux Commissions communautaires », que, lorsqu'il y est question de « deux Commissions communautaires », cela vise manifestement la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française et non deux commissions permanentes de concertation.

L'adjectif « unique » figure d'ailleurs dans le dispositif même de l'article 1^{er} de l'accord de coopération à l'examen.

Pour le surplus, le fait que l'origine législative de cette commission permanente de concertation soit double ne fait pas obstacle à ce que, par la voie d'un accord de coopération, il soit prévu de n'en créer qu'une qui soit commune à la Commission communautaire commune et à la Commission communautaire française.

3.3. Il semble donc que la seule interprétation possible de l'intention poursuivie est celle selon laquelle une seule commission permanente de concertation serait créée, relevant à la fois de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française.

Au demeurant, le maintien de deux commissions séparées, organisées de manière autonome par les arrêtés du Collège réuni et du Collège, moyennant une identité quant à leur composition et quant à leur fonctionnement, ne serait pas compatible avec le principe d'autonomie des niveaux de pouvoir au sein de la Belgique fédérale.

En effet, pour ce motif :

– d'une part, il ne serait pas possible pour la Commission communautaire française de décider unilatéralement de confier le secrétariat de la commission permanente de concertation relevant de son champ de compétences à la Commission communautaire commune, alors que telle est l'intention selon l'explication fournie par la déléguée ;

– d'autre part, de manière plus structurelle, chacun des deux Collèges ne pourrait intégrer dans la composition de la commission permanente de concertation entrant dans son champ de compétences des représentants d'organismes ne relevant pas de ses compétences ; cela vaut spécialement pour les représentants des sociétés de transport médico-sanitaires, dont la présence au sein de la commission permanente est requise par l'article 11, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 21 mars 2018 et du décret du 22 février 2018, seuls des représentants des sociétés tombant dans le champ d'application de chacun des ordres juridiques respectifs de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française pouvant être désignés au sein de chaque commission permanente de concertation correspondante.

3.4. La seule manière de dépasser ces difficultés consiste à régler ces questions par la voie d'un accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, ce que ne fait pas celui qui est soumis à la section de législation.

Il se borne en effet à renvoyer à l'article 11 de l'ordonnance du 21 mars 2018 et du décret du 22 février 2018 pour identifier le cadre juridique dans lequel la composition et le fonctionnement de la commission est conçu, et à habiliter le Collège réuni et le Collège à agir en concertation pour déterminer plus avant cette composition et ce fonctionnement.

Indépendamment même du fait que la portée de l'accord de coopération à l'examen, tel qu'il est actuellement rédigé, se révèle ainsi fort limitée, il convient de le compléter par l'énoncé de ces règles relatives à la composition et au fonctionnement de la commission permanente de concertation.

Il pourrait également être envisagé d'adapter l'article 2 de l'accord pour habiliter les deux Collèges à régler ces questions par la voie d'un accord de coopération d'exécution sur la base de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Ceci paraît en outre plus cohérent avec la démarche entreprise par l'accord de coopération à l'examen que celle consistant, après avoir constitué deux socles législatifs séparés,

à conclure un accord de coopération soumis à l'assentiment des législateurs concernés avant de revenir à une procédure d'exécution séparée.

4. Par ailleurs, les compléments à l'accord de coopération dont la conclusion, pour les motifs exposés ci-avant dans l'observation n° 3, est rendue nécessaire par la démarche même des signataires de celui qui fait l'objet du présent avis, devront comprendre également les dispositions réglant la part de chacune de ses parties au financement de la commission permanente de concertation.

Même si, ainsi que l'a exposé la déléguée du Collège réuni et du Collège, les membres de la commission permanente de concertation ne devraient recevoir ni jetons de présence ni indemnisation en raison de leurs déplacements, il n'en reste pas moins que cette commission aura un coût, ne fût-ce que pour en assurer le secrétariat. Ceci implique une réglementation commune en manière telle que ce financement soit en proportion des charges financières résultant des compétences exercées, conjointement, dans le cadre de l'accord de coopération¹.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

5.1. L'avis de l'Inspection des Finances et l'accord budgétaire font défaut.

5.2. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 23 décembre 2016 'portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune',

« [c]haque Membre du Collège évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handstreaming*, en concertation avec le coordinateur de l'Administration concernée par ledit projet d'acte. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le Membre du Collège l'expose dans une note au Collège et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Il ne ressort pas des pièces que cette évaluation a eu lieu.

¹ Voir notamment l'avis n° 41.932/VR donné le 22 janvier 2007 sur un avant-projet devenu la loi du 10 mai 2007 'portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait' (*Doc. parl.*, Sénat, 2006-2007, 2085/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41932.pdf>), observation n° 3.3 ; l'avis n° 44.897/VR donné le 19 août 2008 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Région wallonne en matière de lutte contre le tabagisme', observation n° 2 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/44897.pdf>).

5.3. Si les formalités susmentionnées devaient encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État'.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET VOORONTWERP EN VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

1. Het voorliggende voorontwerp strekt ertoe instemming te verlenen met het samenwerkingsakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie ‘betreffende de oprichting en de werking van de Permanente Overlegcommissie inzake niet-dringend ziekenvervoer’.

De Franse Gemeenschapscommissie heeft de Raad van State eveneens om advies verzocht over een voorontwerp van decreet ‘portant assentiment à l’accord de coopération entre la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la création et le fonctionnement de la Commission permanente de concertation en matière de transport médico-sanitaire’; de afdeling Wetgeving heeft heden advies 64.046/VR/V gegeven over dat voorontwerp van decreet.

2. Artikel 1 van het samenwerkingsakkoord is een bepaling waarbij de twee partijen bij dat akkoord hun goedkeuring hechten aan de oprichting van een permanente overlegcommissie inzake niet-dringend ziekenvervoer, overeenkomstig artikel 10 van de ordonnantie van 21 maart 2018 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘betreffende de organisatie van het niet-dringend ziekenvervoer’ en artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 februari 2018 ‘betreffende de organisatie van het niet-dringende ziekenvervoer’, en waarin die permanente overlegcommissie omschreven wordt als “enig voor de beide gemeenschapscommissies”.

Luidens artikel 2 zullen de samenstelling en de werkingsregels van de permanente overlegcommissie, zoals bedoeld in artikel 11 van de ordonnantie van 21 maart 2018 en van het decreet van 22 februari 2018, bepaald worden in samenspraak tussen het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De gemachtigde van het Verenigd College en van het College heeft evenwel de volgende verduidelijking aangebracht:

“Le secrétariat sera effectué par l’administration de la Commission communautaire commune. Cela sera précisé dans les arrêtés d’exécution.”

[‡] Daar het een voorontwerp van ordonnantie betreft, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

Bij artikel 3 wordt de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord vastgesteld op de dag van inwerkingtreding van het voornoemde decreet en de voornoemde ordonnantie.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

3.1. Op de vraag of het de bedoeling was van de stellers van de respectieve voorontwerpen om rechtspersoonlijkheid te verlenen aan de permanente overlegcommissie heeft de gemachtigde, die zowel door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als door de Franse Gemeenschapscommissie aangewezen is, het volgende geantwoord:

“Non, l’objectif n’est pas de donner à la Commission permanente de concertation une personnalité juridique.”

Het feit dat geen rechtspersoonlijkheid wordt verleend, maakt het des te belangrijker dat het statuut van de permanente commissie verhelderd wordt en dat aangegeven wordt onder welke overheid ze ressorteert, hetgeen niet duidelijk naar voren komt uit het samenwerkingsakkoord.

Dit akkoord blijft zelfs vaag over de vraag of het, middels de beoogde regeling, die het resultaat zal zijn van de combinatie van het samenwerkingsakkoord en het decreet van 22 februari 2018 alsook de ordonnantie van 21 maart 2018, waaraan zelf uitvoering gegeven wordt bij besluiten die uitgaan van elke afzonderlijke entiteit maar die regels bevatten die “bepaald worden in samenspraak tussen het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het College van de Franse Gemeenschapscommissie”, de intentie is twee commissies in het leven te roepen die op dezelfde wijze samengesteld zijn en op dezelfde wijze werken maar elk blijven behoren tot de instelling waaronder zij ressorteren, dan wel één zo’n zelfde commissie die gemeenschappelijk is voor beide instellingen.

3.2. De eerste interpretatie zou alleen kunnen steunen op het feit dat die commissies in het leven geroepen zijn bij artikel 10 van twee onderscheiden wetgevende teksten, waarvan twee onderscheiden wetgevers aan de basis liggen, namelijk de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie.

In het zesde lid van de memorie van toelichting bij het voorontwerp van instemmingsordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en in het vijfde lid van de memorie van toelichting bij het voorontwerp van instemmingsdecreet van de Franse Gemeenschapscommissie wordt inderdaad gewag gemaakt van “beide gemeenschapscommissies”, maar uit de context van die tekst, die inzonderheid verduidelijkt wordt door het feit dat er sprake is van “bundeling” en van “dezelfde adviezen en aanbevelingen” alsook door de specificering in het lid dat ervoor voorafgaat in die memories van toelichting dat het erom gaat “een enige commissie op te richten voor de beide gemeenschapscommissies”, blijkt dat wanneer er sprake is van “beide gemeenschapscommissies”, daarmee klaarblijkelijk de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie bedoeld worden en niet twee permanente overlegcommissies.

Het adjectief “enig” komt overigens voor in het dispositief zelf van artikel 1 van het voorliggende samenwerkingsakkoord.

Bovendien verhindert het feit dat aan die permanente overlegcommissie twee onderscheiden wetgevende teksten ten grondslag liggen niet dat, middels een samenwerkingsakkoord, voorzien zou worden in de oprichting van één voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie gemeenschappelijke overlegcommissie.

3.3. Het heeft er dus alle schijn van dat de enige mogelijke interpretatie van de nagestreefde doelstelling is dat één enkele permanente overlegcommissie opgericht zou worden die zowel ressorteert onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie als onder de Franse Gemeenschapscommissie.

Voorts zou het handhaven van twee onderscheiden commissies, op autonome wijze georganiseerd bij de besluiten van het Verenigd College en het College maar met een eigen identiteit qua samenstelling en werking, niet verenigbaar zijn met het beginsel van autonomie van de beleidsniveaus binnen de Belgische federale staat.

Om die reden immers:

– zou het, enerzijds, voor de Franse Gemeenschapscommissie niet mogelijk zijn eenzijdig te beslissen het secretariaat van de permanente overlegcommissie, die onder haar bevoegdheidsgebied valt, toe te vertrouwen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, terwijl dat volgens de uitleg van de gemachtigde wel de bedoeling is;

– zou, anderzijds, op meer structurele wijze, geen van beide Colleges in de samenstelling van de permanente overlegcommissie die tot hun bevoegdheidsgebied behoort, vertegenwoordigers kunnen opnemen van instellingen die niet onder hun bevoegdheid vallen; dat geldt in het bijzonder voor vertegenwoordigers van bedrijven voor niet-dringend ziekenvervoer, waarvan de aanwezigheid binnen de permanente commissie vereist is krachtens artikel 11, eerste lid, van zowel de ordonnantie van 21 maart 2018 als het decreet van 22 februari 2018, aangezien alleen vertegenwoordigers van bedrijven die binnen het toepassingsgebied vallen van elke respectieve rechtsorde van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, aangewezen kunnen worden binnen elke daarvan afhangende permanente overlegcommissie.

3.4. De enige manier om die moeilijkheden te omzeilen bestaat erin die kwesties te regelen via een samenwerkingsakkoord tussen de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie, wat niet het geval is met het akkoord dat aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd.

In dat akkoord wordt immers louter verwezen naar artikel 11 van zowel de ordonnantie van 21 maart 2018 als van het decreet van 22 februari 2018 om het juridisch kader te schetsen waarbinnen de samenstelling en de werking van de commissie is opgevat, en om het Verenigd College en het College te machtigen in onderling overleg die samenstelling en die werking verder te bepalen.

Los zelfs van het feit dat de strekking van het voorliggende samenwerkingsakkoord, zoals het momenteel gesteld is, aldus erg beperkt blijkt, dient het akkoord aangevuld te worden met die regels inzake de samenstelling en de werking van de permanente overlegcommissie.

Er zou ook overwogen kunnen worden om artikel 2 van het akkoord aan te passen zodat beide Colleges gemachtigd worden om die kwesties te regelen middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord op basis van artikel 92*bis*, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'. Dat zou bovendien meer in lijn zijn met de werkwijze die gevolgd wordt in het voorliggende samenwerkingsakkoord dan met die waarbij, nadat voorzien is in twee onderscheiden wetgevende pijlers, eerst een samenwerkingsakkoord gesloten wordt waaraan de betrokken wetgevers hun instemming moeten geven en vervolgens teruggegrepen wordt naar een afzonderlijke uitvoeringsprocedure.

4. Het feit dat het samenwerkingsakkoord om de onder opmerking 3 geformuleerde redenen aangevuld moet worden, dringt zich op naar aanleiding van de stappen die ondernomen zijn door de ondertekenaars zelf van het akkoord waarover dit advies gegeven wordt. Die aanvulling moet derhalve eveneens de bepalingen omvatten die het aandeel regelen van elk van de partijen bij dat akkoord in de financiering van de permanente overlegcommissie.

Zelfs indien, zoals de gemachtigde van het Verenigd College en van het College heeft uiteengezet, de leden van de permanente overlegcommissie geen presentiegeld en geen vervoersonkostenvergoeding zouden mogen ontvangen, gaat de werking van die commissie gepaard met onkosten, als was het maar om het secretariaat te kunnen doen waarnemen. Zulks veronderstelt een zodanige gemeenschappelijke regelgeving dat die financiering in verhouding is met de financiële lasten die voortvloeien uit de bevoegdheden die gezamenlijk uitgeoefend worden in het kader van het samenwerkingsakkoord.²

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

5.1. Het advies van de Inspectie van Financiën en het begrotingsakkoord ontbreken.

² Zie inzonderheid advies 41.932/VR, op 22 januari 2007 verstrekt over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 10 mei 2007 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade' (*Parl.St.* Senaat, 2006-07, 2085/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/41932.pdf>), opmerking 3.3; advies 44.897/VR, op 19 augustus 2008 verstrekt over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, en het Waalse Gewest over de bestrijding van het tabaksgebruik', opmerking 2 (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/44897.pdf>).

5.2. Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 23 december 2016 ‘houdende integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie’ luidt als volgt:

“Elk Collegelid evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akten vanuit het oogpunt van *handistreaming*, in overleg met de coördinator van de Administratie waarop het ontwerp van akte betrekking heeft. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap, dan geeft het Collegelid dat aan in een nota aan het College en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Uit de stukken blijkt niet dat die evaluatie heeft plaatsgevonden.

5.3. Als de bovenvermelde vormvereisten nog aanleiding zouden kunnen geven tot wijzigingen aan de tekst die aan de Raad van State is voorgelegd, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen voorgelegd moeten worden aan de afdeling Wetgeving, overeenkomstig het bepaalde in artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten ‘op de Raad van State’.

LE GREFFIER

LE PRESIDENT

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT